



STOP au « surbooking » en voie professionnelle ! Des conditions dignes pour l'accueil des élèves !

Depuis plusieurs années, dans l'Essonne, des centaines d'élèves se retrouvent sans affectation de 2nde Bac Pro. La cause est simple : les investissements du Conseil Régional ne sont pas à la hauteur de la pression démographique du département, le rectorat ne prenant pas ses responsabilités et se contentant de gérer la pénurie de places. Entre la rentrée 2015 et 2026, le département de l'Essonne a accueilli 7 000 élèves supplémentaires ! Sur la même période, le Conseil Régional n'a livré que 2 800 places. Derrière les effets de communication, on peut constater l'indigence du « plan d'urgence régional pour les lycées » ! Le compte n'y est pas ! Pourtant, une cinquantaine de projets d'ouvertures de formations ont été proposés par les établissements de l'Essonne cette année, ce qui semble être un minimum, pour satisfaire les vœux d'orientation des élèves et des familles, réduire le nombre d'élèves par classe et améliorer les conditions de travail et d'apprentissage. Sur ces 50 projets, la Région en a retenu seulement 15 !

Le Rectorat de Versailles a même mis en place une convention avec l'enseignement privé sous contrat pour louer des places dans des lycées privés aux élèves du public en attente d'affectation. En Île-de-France, en 8 ans, Valérie Pécresse a multiplié par six le montant des versements au privé ! L'argent public doit permettre de financer l'école publique, de construire les établissements nécessaires pour permettre aux élèves de bénéficier d'une affectation dans des lycées publics à taille humaine !

Pour pallier le manque de places, la DSDEN de l'Essonne a annoncé à nos organisations syndicales lors d'une réunion le 16 juin qu'elle prévoit de saturer les classes en ajoutant 2 élèves supplémentaires dans toutes les classes de seconde bac pro tertiaire (c'était déjà une tendance depuis quelques années !) et dans la majorité des classes de secondes pro industrielles. Certains établissements dont l'effectif par classe était limité en raison des contraintes bâtimentaires passeront même à 30 élèves voire plus ! Nous dénonçons avec la plus grande fermeté ce choix politique qui ne tient pas compte des réalités de la voie professionnelle, des difficultés sociales et scolaires des élèves accueillis, de la place disponible dans les salles de classes, des équipements disponibles dans les ateliers, des enjeux de sécurité, notamment dans les filières industrielles.

Cela va encore dégrader les conditions de travail des personnels et de leurs élèves. C'est inacceptable ! Ni le « surbooking » (qui joue de manière cynique sur le décrochage scolaire), ni les classes « Avenir » (qui n'ont d'Avenir que le nom) ne sont des solutions pour répondre aux revendications des personnels et accueillir dans de bonnes conditions les élèves dans des formations pleinement qualifiantes. Pourtant, de l'argent il y en a ! Les moyens, on le sait, on le voit, ne sont pas actuellement tournés vers les services publics comme l'École. La priorité va à la guerre, la loi de programmation militaire a encore fait augmenter le budget du ministère des armées de plusieurs milliards d'euros, autant d'argent qui n'ira pas à l'École.

Il est encore temps d'ouvrir les classes nécessaires pour la rentrée 2026. Il n'y a pas de baisse démographique envisagée dans l'Essonne avant 2035 ! Assez de bricolage, nos organisations syndicales – FSU 91, SNETAA-FO 91, CGT Éducation 91 – demandent la transparence la plus totale sur le nombre d'élèves non-affecté-es et leurs choix d'orientation. Elles exigent des moyens pour la voie professionnelle, pour améliorer les conditions de travail et baisser les effectifs par classe, et revendiquent :

- **L'arrêt de la politique de « surbooking » menée par la DSDEN de l'Essonne ;**
- **L'ouverture de toutes les formations nécessaires, en seconde professionnelle et en CAP ;**
- **La suppression des classes Avenir ;**
- **La création de tous les postes nécessaires ;**
- **La construction de tous les lycées publics nécessaires ;**

Nos organisations appellent les personnels à se réunir dès maintenant pour décider de tous les moyens nécessaires pour mettre un coup d'arrêt à cette politique en cours et faire aboutir l'ensemble de ces revendications en défense de la voie professionnelle scolaire.